



Jour, comme il n'est pas permis, même à un prince. Mais il avait une tante très intelligente qui avait été pour lui la bonne fée : sur la parole de Carmen Sylva et pour lui faire plaisir, les puissances avaient dit : « Wied ?... Oui !... »

Il n'avait pas d'esprit, mais il avait deux chiens, deux grands diables de molosses qui le suivaient partout, — les seuls êtres avec qui il aimait à causer. Quand il recevait quelque Albanais, l'un des chiens se plaçait entre les deux interlocuteurs, la tête et les crocs posés sur le pied de l'étranger, tout prêt à se dresser.

Une des premières fois où le prince daigna recevoir quelques Albanais de marque présentés par Ismail Kemal, l'un d'eux gesticulait en parlant comme un vrai Méditerranéen et, tout à coup, son poing, pour achever un geste éloquent, s'abattit sur la table. Aussitôt s'abattirent sur son bras les mâchoires féroces de l'un des chiens ! Ah ! la vérité ne risquait guère de parvenir jusqu'au prince de Wied.

C'est là de la « petite histoire », mais c'est de l'histoire symbolique, et l'on sait que ce que nous écrivons est toujours authentique.

Ce féodal luthérien n'a jamais compris les Albanais, ni les catholiques du Nord, ni les musulmans du Centre, ni les orthodoxes du Sud. S'il est de nouveau intronisé par l'Autriche et l'Allemagne réunies comme mbret (mot albanais qui vient d'imperatore), réjouissons-nous de sa balourdise. Un peuple aussi fin et aussi énergique que les Albanais ne s'en accommodera jamais. A nous de trouver un statut politique qui convienne à ces indomptables descendants du vieux peuple illyrien. C'est eux qui ont commencé, en 1908, la révolte contre les Jeunes-Turcs. Soumis aux Turcs pendant plus de cinq siècles, ils les ont servis et s'en sont servis, sans jamais cesser d'être eux-mêmes. Toute combinaison politique qui méconnaîtra la réalité de leur existence sera, tôt ou tard, caduque.

Qu'on écoute donc les Albanais, Esad et Ismail Kemal, puisque enfin ils sont là.

Jean Brunhes

professeur au Collège de France.

## Abeille... ou Frelon ?

M. Charles Damaye dirige, au Havre, une compagnie de remorqueurs, « les Abeilles ». Il est, en outre, membre du Comité central des armateurs de France et membre du Conseil supérieur de la marine marchande.

Quand la guerre survint, le gouvernement réquisitionna trois des Abeilles de M. Damaye. Celui-ci consentit à s'en séparer. Mais, comme il prisait fort le miel de ses Abeilles, il majora de 450.000 francs — une paille ! — le prix de chacune d'elles.

Suffoquée, la commission d'achat exigea les factures.

— Elles sont en Angleterre, répondit M. Damaye, et je vais aller les chercher.

Mais il n'y alla pas. Seulement, il envoya une lettre aux constructeurs pour les prier de lui délivrer de fausses factures. N'écrivez jamais ! Le document tomba, par un hasard malencontreux, entre les mains du procureur de la République du Havre. Toute l'ingénieuse combinaison s'effondrait...

M. Damaye se défendit. Comme les bateaux valent beaucoup plus cher en France qu'en Angleterre, il avait compté le prix français, ce qui aurait coûté à l'Etat, si la manœuvre avait réussi, la bagatelle de 500.000 francs !

Le directeur des Abeilles vient d'être jugé par le conseil de guerre de Rouen qui l'a condamné à 16 francs d'amende.

Seize francs ! Que signifie ce jugement ? Le dilemme est net : ou M. Damaye a été injustement accusé, et on lui doit des excuses et une indemnité — ou il est coupable d'avoir voulu voler l'Etat, et cela vaut tout de même plus de seize francs d'amende.

A l'heure où l'opinion publique s'indigne à juste titre contre les profiteurs éhontés de la guerre, il faut que les juges évitent toute sentence équivoque : dans la ruche nationale, il ne doit y avoir que des abeilles et pas de frelons. Seize francs d'amende, c'est trop pour une abeille, pas assez pour un frelon.

## L'Ecole des bergers

Un grand nombre de mutilés de la guerre peuvent exercer la profession de berger. Elle est bien rétribuée. Les bergers non nourris gagnent 1.000 à 1.300 francs, selon les régions, et ont souvent des avantages accessoires : le logement avec jardin, l'indemnité de nourriture pour les chiens, etc. Les bergers nourris et logés ont un salaire annuel de 700 à 800 francs, sans parler des pourboires (étrennes, gratifications à la fonte ou lors de la vente des animaux et de la naissance des agneaux).

Pour parer au manque de bergers, le ministre de l'Agriculture a décidé la création d'apprentis bergers dans quelques-unes des écoles les mieux outillées pour cette rééducation, savoir l'Ecole nationale d'Agriculture de Grignon, les écoles pratiques de La Brosse (Yonne), de l'Oiselierie (Charente) et de Châtillon-sur-Seine.

Les demandes d'entrée dans ces écoles peuvent être adressées aux directeurs de ces établissements.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de fr. 50 en timbres-poste.

## Hors d'Œuvre

### Ils ont mieux à Bordeaux...

Dédié à M. Malvy.

L'affaire Lombard, Laborde, Garfouinkel et Cie ?

Quelques misérables froussards qui ont payé très cher un certificat d'exemption frelaté et une place réservée sur le banc des accusés... Quelques misérables médecins marrons qui, en temps de paix, trafiquaient de leur diplôme, et qui, en temps de guerre, ont trafiqué de leurs galons... La presse fait beaucoup d'honneur à ces mercantis de la réforme et à leurs victimes. Si elle avait le sens de l'actualité, elle donnerait plutôt la première place à la pièce qui se déroule devant le Conseil de guerre de Bordeaux, à ce film d'espionnage qui paraîtrait invraisemblable au cinéma et qui fait véritablement passer un frisson dans le dos quand on y réfléchit.

Voici une fille Frieda Lipmann, native de Hambourg et maîtresse du baron Schzenholtz, autrichien. Elle se cachait si peu que, dans les grands bars parisiens où elle fréquentait, on l'appelait « l'Allemande » ou « l'Espionne ». La guerre éclate. Frieda obtient un permis de séjour. Le gouvernement vient à Bordeaux. Frieda suit le gouvernement à Bordeaux, où elle a une vie des plus actives, menant le front les plaisirs et les affaires.

Le scandale devenant public, on interne dans un camp de concentration, à Libourne..., la femme de chambre de Mlle Lipmann, une nommée Mina. Quant à Frieda, elle devient française, en épousant un nommé Tribut, qu'elle a péché dans les eaux du golfe de Gascogne. (Fin du 1<sup>er</sup> acte.)

On mobilise alors le nommé Tribut dans les secrétaires d'état-major, au ministère de la guerre d'abord, puis dans l'artillerie lourde et dans les formations automobiles. Partout le nommé Tribut cherche à s'instruire ; il y parvient sans peine. Pourquoi se défierait-on de lui ? Mais voici qu'au cours d'un des voyages mystérieux accomplis par Mme Tribut, avec aisance et facilité, dans des pays plus ou moins neutres (pourquoi se défierait-on de Mme Tribut ?) un hôtelier curieux ouvre sa malle et y trouve une correspondance des plus édifiantes.

On est alors obligé d'arrêter M. et Mme Tribut. (Fin du 2<sup>e</sup> acte.) Ces histoires sont bien ennuyeuses...

Etomez-vous donc que les Allemands soient si bien renseignés sur ce qui se passe en France. Ils n'y ont pas grand mérite ; ils ont des oreilles pour nous entendre et nous n'avons pas d'yeux pour les voir.

ZETTE.

En villegiature

L'opinion publique roumaine est ardemment francophile ; aussi les journaux boches de Bucarest se gardent-ils bien de la heurter de front. Au contraire, ils ne tarissent pas d'éloges sur l'art français, l'esprit français, le bon goût français... et même la bravoure française.

Mais comme il leur est plus aisé de nous attaquer sur un autre front, sur le front oriental, ils ont pour consigne de développer le thème suivant : « Quel dommage que ces bons Français, ces braves Français que nous aimons tous soient alliés avec ces Russes qui... ces Russes dont les aspirations menacent la Roumanie, etc... »

De telle façon que l'opinion roumaine soit aiguillée dans ce sens : « Quel dommage que la Roumanie ne puisse se ranger du côté de la France sans se ranger du côté de la Russie ! »

### Des égards pour les blessés

Nous avons, sur la foi d'une information de l'« Eclair » de Nice, condamné la négligence du M. Le Bureau des Alpes-Maritimes, qui avait imposé à nos blessés une longue et douloureuse attente à la gare, les voitures d'ambulance n'étant pas arrivées à l'heure... militaire.

Notre confrère rectifie :

« Il n'y a pas eu, à proprement parler, retard dans l'arrivée des voitures, mais avance du train sur l'heure primitivement indiquée pour son arrivée en gare. »

L'« Œuvre », s'étant associée à la plainte de l'« Eclair » de Nice, se fait un devoir d'enregistrer sa rectification.

### Questions à l'« Officiel »

9011. — Question écrite, remise à la présidence de la Chambre, le 16 mars 1916, par M. Deguise, député, signalant à M. le ministre de la guerre qu'à la ... section ... les hommes sont employés à trier des chiffons pour un particulier et demandant si cette besogne rentre bien dans les travaux réglementaires qui doivent être d'intérêt public ou utiles à la défense nationale.

Probablement, la question de M. Deguise vise les trieurs de chiffons qui travaillent sous les ordres de M. Gautier.

Non ; cette besogne ne rentre pas dans les travaux réglementaires qui doivent être d'intérêt public ou utiles à la défense nationale.

## Une soirée Panaméricaine A PARIS

Les secrétaires des ambassades américaines de Paris ont coutume de se retrouver en des diners mensuels, toujours animés et intéressants. La réunion de dimanche dernier mérite une mention particulière en raison du grand nombre des assistants, de la présidence de M. William Sharp, ambassadeur des Etats-Unis, et de la présence de presque tous les ministres plénipotentiaires des républiques américaines ; seuls, manquaient ceux de la Bolivie, du Pérou et du Venezuela, qui avaient pris soin de se faire excuser.

Ce fut une sorte de congrès panaméricain libre, au moment même où s'ouvre, à Buenos Aires, une conférence financière panaméricaine ; d'un côté de l'Atlantique comme de l'autre, ces assemblées signifient la volonté des Américains du Nord et de ceux du Sud de se mieux connaître. La doctrine de Monroe prend une ampleur nouvelle, puisque tous les Américains, se rencontrant comme des égaux et des associés, causent des intérêts communs de tout leur continent. Dans les républiques du Sud, où l'on craignait naguère des directions intempérantes de la part des Etats-Unis, cette évolution est extrêmement appréciée.

Les discours prononcés au dîner de dimanche sont caractéristiques ; après quelques mots de bienvenue de M. Tejador, secrétaire de la légation de Cuba, M. Rodriguez Larreta, ministre d'Argentine, le très littéraire auteur de la Gloire de don Ramiro, a exposé ce qu'est la mission de nations jeunes, qualifiées pour répandre à travers le monde des idées « harmonieuses et fraternelles » ; à elles il appartient de réaliser une aspiration supérieure, essence de ce que l'on appelle la vie civilisée ; c'est un devoir, a-t-il conclu, envers nous en envers les autres ».

A ces paroles noblement inspirées, M. William Sharp répondit par une allocution nettement politique ; comme pour se rattacher à une tradition naissante, il rappela quelques paroles prononcées par M. Lansing, ministre des affaires étrangères, lorsqu'il ouvrit, à Washington, en décembre 1915, un congrès scientifique panaméricain. Union des intérêts, confiance mutuelle fondée sur une réciprocité d'estime et de services, tel est le thème que lui-même, après M. Lansing, a développé.

Ne négligeons pas, en Europe, de relever de telles manifestations. Il y a là, en germe, une des graves nouveautés de demain. La France ne peut qu'accueillir avec sympathie la nouvelle de réunions où les originalités nationales de chacune des républiques américaines trouvent dans une féconde entente cordiale des moyens de s'affiner et de s'affermir.

Louis Bacqué

## A la Chambre

### La main-d'œuvre agricole

Plus la discussion continue, moins on semble proche du terme du débat sur la réquisition des terres abandonnées. Hier encore, la Chambre a consacré tout son après-midi à l'examen de l'article premier du projet, sans arriver à se mettre d'accord sur un texte.

L'accord est d'ailleurs difficile, car il ne semble pas qu'il y ait une communauté de vues parfaite entre le gouvernement et la commission de l'agriculture. Ce manque de cohésion provoque dans la Chambre des hésitations et empêche qu'on vote sur quelque chose de précis. Alors, on ne vote pas ; et les séances se multiplient en vain.

Cependant, la séance d'hier eut son intérêt. Le général Roques, ministre de la guerre, faisait ses débuts à la tribune. Il fut très applaudi ; son discours recueillit l'approbation unanime.

Il était amené à la tribune pour fournir des explications sur les permissions agricoles.

Il en profita pour donner des indications très intéressantes sur l'utilisation des auxiliaires et sur les moyens qu'il comptait mettre en pratique pour accorder la main-d'œuvre à l'agriculture.

« Le but, dit-il, c'est de rendre à la vie civile, ne fût-ce que pour quelques heures, tous les hommes qui ne sont pas indispensables dans les services de l'armée. »

Pour cela, le ministre de la guerre s'efforcera de faire appliquer la circulaire relative à la mobilisation des auxiliaires près du lieu de leur domicile.

Incorporés près de chez eux, il seront à proximité de leur famille et pourront travailler à la culture, s'ils sont agriculteurs, ou à tout autre métier.

De plus, lorsque le service le permettra, on pourra leur accorder des permissions, qu'il leur rappelle si les exigences rendaient soudain leur présence obligatoire dans leurs services.

Il en sera de même pour les G.V.C. D'autre part, comme il a été souvent indiqué, dans la presse et ailleurs, que le nombre des auxiliaires mobilisés était, probablement supérieur aux nécessités, le ministre de la guerre a voulu se rendre compte du nombre exact d'auxiliaires mobilisés et contrôler leurs emplois. Il a ainsi donné mission aux commandants de régions et aux inspecteurs de vérifier dans toute la France le nombre d'auxiliaires sous les drapeaux et de se rendre compte s'il n'y a pas excédent d'hommes. Si l'enquête aboutit à cette conclusion qu'il y a plus d'hommes qu'il n'est nécessaire d'en avoir pour assurer les services, le ministre de la guerre en rendra une partie à la vie civile.

De cette façon, dans la mesure du possible, le ministre de la guerre donnera à l'agriculture la main-d'œuvre indispensable.

Ce ne sera évidemment pas suffisant, mais déjà il y aura un effort accompli. Enfin, ajoutons que le ministre de la guerre mettra également à la disposition de l'agriculture des prisonniers de guerre.

La crise de la main-d'œuvre ne sera pas résolue pour cela ; elle sera cependant atténuée ; et la Chambre, hier, après le discours du général Roques, se demandait si la réquisition des terres devenait nécessaire.

En tout cas, la Chambre n'a pas voté l'article premier qui prévoit la réquisition des terrains abandonnés et des instruments agricoles lorsque l'exploitant n'aura pas répondu à une mise en demeure du maire.

Les députés ont renvoyé la discussion à jeudi.

## Hydravions boches sur Ancône

Trois d'entre eux sont abattus

Rome, 4 avril. — Officiel. — Aujourd'hui, vers 15 h. 1/2, des hydravions ennemis ont fait leur apparition sur Ancône, appuyés par deux torpilleurs qui se tinrent toujours très au large.

Attaqués par les batteries aériennes d'un train armé et par quatre de nos avions, les hydravions s'éloignèrent, mais trois furent abattus.

L'un d'eux, le L-S-71 tomba à la mer et fut capturé ; un second tomba également à la mer et brûla ; le troisième coula pendant qu'on le ramenait au port.

Les dégâts matériels ne sont pas importants, mais on a à déplorer trois morts et onze blessés.

## Une explosion fait neuf victimes A BOULOGNE

Le mauvais fonctionnement d'une chaudière a provoqué une violente explosion qui a détruit, à Boulogne, une blanchisserie dont les bâtiments servaient, depuis la guerre, à d'autres usages, et a fait neuf victimes.

Un bruit formidable mettait en émoi, dans la soirée, la localité. Un séchoir venait de sauter dans l'usine Revaux, située au numéro 69 de la rue de Paris, dont le personnel se composait de neuf ouvrières et d'un chauffeur. Avant qu'on ait eu le temps de songer à combattre l'incendie, les flammes embrasèrent déjà les bâtiments.

Des soldats, des agents de police, des voisins organisèrent les premiers secours en attendant les pompiers. Ceux-ci étaient déjà en plein travail lorsque les autorités arrivèrent sur les lieux. Il se dégageait à ce moment une telle chaleur du foyer d'incendie que les sauveteurs ne purent se porter au secours des victimes. Seuls le chauffeur et deux ouvrières avaient réussi à s'échapper, non sans être assez gravement brûlés,

surtout l'une d'elles, Mlle Adiante, qui succomba depuis à ses blessures à l'hôpital Bonicaud.

C'est seulement dans la nuit et hier matin que les cadavres ont été découverts dans les décombres. Les premiers ont été portés dans une salle de la mairie de Boulogne et les autres conduits directement à la Morgue. Les corps ont été atrocement brûlés.

## LA MAIN QUI EXEMPTÉ OU LE PROCÈS Laborde, Lombard, Garfouinkel et Cie

### Les cadavres

Il faut renoncer à la pensée que ce procès serait « sensationnel ». Il sera long, très long et c'est tout.

Les interrogatoires des protagonistes n'avaient rien ajouté à ce qu'on savait de l'affaire. Ils en auraient plutôt réduit la portée.

Les interrogatoires d'hier ont présenté un intérêt moins grand encore. Et cela n'a rien qui surprenne. Tous les grands procès de qui l'on escomptait les effets d'audience ont chaque fois déçu de tels espoirs. Il en sera encore de même.

Les accusés ont intérêt à se taire. Certes, aucun soupçon ne saurait peser sur la droiture des juges. Ils iront jusqu'au bout de leur devoir. Mais ils ne disposent que de la condamnation. L'exécution de la peine leur échappe. On a vu déjà Garfouinkel, condamné pour vol à main armée, libéré avant l'heure, puis, coup sur coup, réhabilité, naturalisé, décoré. Il sera condamné encore, sévèrement même. Na désespérons pas de le voir, un jour prochain, libre, puissant et honoré. Ainsi se perpétue la tradition et la solidarité des « camarades », alors surtout qu'on a pris soin d'intercaler entre eux et soi-même quelques providentiels cadavres.

Ceux-ci ne sont parfois que figurés. Nous en avons un vrai dans l'affaire.

On escomptait beaucoup la déposition du major Koertz, celui dont on contrefaisait la signature, mais qui, lui-même, au dire d'un accusé, se montrait fort accommodant. Il n'était pas inculpé. M<sup>l</sup> Lagasse demanda samedi son audition. Et le président, avant même qu'il eût déposé des conclusions à cet effet, lui promit toute satisfaction.

On attendait donc pour cette semaine sa curieuse déposition. Mais le témoin, cité hier matin, est mort hier soir. On assure officiellement que sa mort fut naturelle bien que subite, et nous ne nous permettons pas d'en douter.

M<sup>l</sup> Lagasse, tout en déplorant ce décès nuisible à la manifestation de la vérité, constate que, de toute notoriété, le major Koertz signa des certificats de complaisance et qu'entre cette signature et celles qu'on argue de faux il n'existe pas de différence sensible. Mais alors ?

### Comparses et clients de la bande

Le docteur Saint-Maurice fut interrogé le premier. Rien n'est plus blanc que l'âme de ce nègre — à l'entendre du moins. Les certificats ? Savait-il l'usage qu'on en faisait ? Les honoraires un peu élevés ? C'était son prix et puis après ? Ses diagnostics fantaisistes ? C'est le propre de l'homme et des docteurs de se tromper. Est-ce sa faute s'il n'a pas vu la hernie et le bandage de l'adjudant Ménard alors qu'il lui voyait d'imaginaires affections ? Cet adjudant n'avait qu'à le prévenir.

Grandmaison, secrétaire au 3<sup>e</sup> bureau de recrutement, facilitait la besogne de Laborde. Préposé à la surveillance du déshabillage, il ne laissait entrer le candidat à la réforme qu'après s'être assuré que Laborde était disponible et avait reconnu l'homme. Il ne nie pas les pourboires, mais il ne les a reçus qu'après le service rendu. Il y a évidemment une nuance.

Puis c'est la série lamentable des clients, plus dupes que coupables, victimes surtout de cette croyance trop répandue en France qu'on n'obtient rien que de la faveur, eût-on tous les droits imaginables. Certains de ceux qui se firent hospitaliser ou réformer frauduleusement étaient très réellement malades ou dénués d'aptitude au métier de soldat. Ils ne le crurent pas suffisant.

Pour chacun d'eux, les faits varient peu et nous en avons déjà exposé le mécanisme très simple : faux certificats d'hospitalisation ou diagnostic complaisant du major Laborde — indulgent aux généreux, impitoyable pour les autres.

On entend ainsi Lapinski, qui revenait des Dardanelles quand il se fit admettre chez Lombard ; Chréien, qui sur le front, fut cité à l'ordre de la brigade ; Guéroult, qui, après une hospitalisation irrégulière, fut l'objet d'une réforme parfaitement légitime ; Auria-combe, venu à Paris blessé d'un éclat de shrapnell ; Malcuit, blessé également par deux fois ; Leblanc, un petit chasseur à pied, à qui Lombard aurait marqué une affection spéciale (Chocolat s'amuse)...

Tous protestent de leur bonne foi, certains sanglotent... Ils sont piteux. Il en reste encore plus de trente. Il faudra la semaine pour les entendre. Resteront les rabatteurs, puis les deux cents témoins, ensuite le réquisitoire, trente-trois plaidoiries... et les incidents possibles.

Ce sera long, très long, mais c'est tout.

# "L'Œuvre" Extérieure

## La révolte chinoise Les intrigues allemandes

L'effet du soulèvement républicain du Yunnan, déjà étendu à d'autres provinces, a fait aujourd'hui sentir jusqu'à Pékin, où il vient déranger les combinaisons des diplomates et des financiers. Ceux-ci s'imaginent que la consolidation de la dictature sous le nom d'empire allait leur procurer, dans l'avenir, de beaux bénéfices, et voilà que tout l'échafaudage édifié pendant quatre ans paraît devoir s'écrouler ; voilà que l'homme sur la tête duquel on avait mis l'enjeu de la partie se montre inférieur au rôle qu'on voulait lui faire jouer. Yuen Chekai ne peut pas, n'ayant plus d'argent européen, mater, comme il l'a déjà fait en 1913, la révolte de ceux qui l'avaient élu comme président d'une république.

Les plus marris dans cette aventure seront certes les Allemands, car ceux-ci fondaient les plus grands espoirs sur le personnage. C'est le ministre d'Allemagne à Pékin qui était le plus ferme soutien du projet de restauration ; car ce projet comportait une militarisation du pays dirigée par des officiers allemands. Les Allemands espéraient obtenir en Chine les mêmes résultats qu'ils avaient obtenus en Turquie. Français et Anglais, habilement attirés par l'appât d'un gain facile, de gros profits financiers, auraient fourni l'argent, et l'Allemagne aurait mis la main sur l'armée reconstituée, commandée en fait par elle.

Sans le Japon, d'une part, et les républicains, de l'autre, l'affaire réussissait, ce qui n'étonnera personne de ceux qui sont au courant de la politique des puissances en Chine.

membres du Parlement français viennent de recevoir une proclamation du Comité central des républicains chinois d'Europe, qui expose des faits connus de quiconque suit la politique de l'ancien Césaire-Empire. Le document est signé par le président de l'ancien Sénat et par des membres des Chambres chinoises dispersées.

Il est fort curieux, mais nous n'osons pas le publier, de peur que la censure n'use à cette occasion de ses ciseaux, car la femme de César — en l'espèce : l'habileté de la diplomatie — ne doit pas être soupçonnée.

Actuellement, les Allemands continuent leurs intrigues en Chine et ils s'efforcent de profiter des fautes commises par l'ancien consortium ; mais ils rencontrent devant eux un adversaire habile et redoutable qu'il n'est point facile de dupes en faisant miroiter à ses yeux l'espérance de gros profits financiers, le Japon, qui poursuit sa marche vers un but politique bien déterminé : la prédominance de son influence en Extrême-Orient.

C'est grâce à lui surtout que l'action allemande en Chine est actuellement refoulée, tandis qu'il contient également, mais par d'amicales représentations, les autres membres du consortium désireux de continuer, malgré la guerre, une politique désormais caduque. Ce n'est peut-être pas là un des moindres services que le gouvernement japonais nous aura rendus ; sa connaissance parfaite de la politique chinoise lui permet d'empêcher ainsi l'Entente de tomber dans des fautes identiques à celles dont la situation actuelle en Turquie fournit une assez manifeste illustration.

Fernand Farjanel

## Une rouerie bulgare

Bucarest. — Le Journal des Balkans apprend de Sofia que quelques membres du parti de M. Daneff sont inculpés d'espionnage en faveur de la Russie. Les accusés sont au nombre de six, dont deux officiers de marine. Ce serait une vengeance du roi Ferdinand contre M. Daneff qui se tient à l'écart depuis le commencement de la guerre et qui a eu le courage de suspendre son journal *Bulgaria*, plutôt que de se soumettre aux ordres du roi.

Le Journal suppose que cette procédure aurait pour but de faire capituler M. Daneff ; nous formulons, quant à nous, une tout autre hypothèse : le roi Ferdinand, par cette manifestation policière, ferait ressortir qu'il existe encore en Bulgarie des notabilités russophiles ; il adresserait ainsi une invite indirecte à Pétrograd où, malheureusement, les Bulgares sont encore considérés par certains comme des enfants prodiges, pour lesquels on serait porté aux pires indulgences. Nous estimons que cette illusion tenace est aujourd'hui, pour l'Entente, une faiblesse dont il serait urgent de la guérir.

## LES FRANÇAIS D'ARGENTINE

Buenos-Aires, 2 avril. — Le comité patriotique français vient d'envoyer, à Paris, 105.000 francs, à compte sur la « Journée de France » qui a eu lieu en Argentine, le 19 mars, sous le patronage du ministre de France.

## LE "TIP" remplace le Beurre

Auguste PELLERIN, 82, Rue Rambuteau (1/45 le 1/2 kg.)

## La Question des céréales roumaines

Une certaine émotion s'est manifestée dans l'opinion publique, mal informée sur les choses balkaniques, à la nouvelle que la Roumanie venait de consentir à l'Austro-Allemagne la vente de la presque totalité de ses disponibilités en céréales et farines, — près de 1.500.000 tonnes. On a pu craindre que cette opération commerciale, qui ne diffère que par ses chiffres de celles qui l'ont précédée, ne fut l'indice d'une soudaine évolution politique de Bucarest vers les empires du Centre.

L'information en question a été démentie ces jours-ci. Elle n'en demeure pas moins exacte en son principe. L'entente entre les vendeurs roumains et leurs acheteurs germaniques a été simplement retardée, mais on peut être sûr qu'elle se fera. Elle n'a rien qui doive nous chagriner ou nous déplaire. Loïn de là. En consentant à laisser l'Autriche et l'Allemagne acheter ses céréales, ses farines, ses légumes secs, — comme elles avaient précédemment acheté son pétrole — la Roumanie ne fait pas, en effet, le jeu de nos ennemis, mais tout au contraire le nôtre.

Lorsque le gouvernement roumain refusa, en septembre 1914, d'exécuter le pacte de famille conclu un quart de siècle auparavant entre le roi Carol et l'empereur François-Joseph et qui l'obligeait à attaquer la Russie en cas de conflit austro-russe, personne, à Vienne et à Berlin, ne se méprit sur ses intentions et ses sympathies secrètes. Mais la Roumanie manquait de fusils, d'artillerie, de munitions. Elle demeurait donc quantité d'autant plus négociable qu'elle dépendait entièrement, pour ses armements, des fabriques et usines austro-allemandes et que celles-ci allaient bien se garder de lui fournir des armes susceptibles d'être utilisées contre les Austro-Allemands. Pour se procurer ce qui lui manquait, la Roumanie dut, en effet, s'adresser aux usines italiennes et américaines, jusqu'à ce qu'en février et mars 1915 ses voisins germaniques aient demandé à lui acheter le pétrole et l'essence dont ils avaient un absolu besoin, puis des céréales et de la farine. En échange du service qu'elle leur rendait, la Roumanie exigea alors et obtint que Krupp et Skoda, ses deux fournisseurs de matériel militaire en temps de paix, lui fissent certaines livraisons urgentes. Ces livraisons cessèrent en même temps que les besoins austro-allemands des produits roumains, en juillet-août 1915. Deux mois plus tard, l'entrée en action de la Bulgarie contre la Serbie arrêta aussi les envois italiens et américains que la Roumanie recevait par Salonique et la Serbie. Depuis lors, l'armée roumaine a dû se servir de la voie russe, longue, incertaine et coûteuse, pour la réception des armes et des munitions achetées par elle aux Etats-Unis et dans divers autres pays.

Enfin la fermeture des Dardanelles, en privant la Roumanie de la voie principale d'exportation de ses céréales, source de sa fortune, avait provoqué une grave crise économique dans le royaume danubien, riche de deux récoltes exceptionnellement abondantes et mis dans l'impossibilité d'en tirer parti, si le gouvernement roumain s'était obstiné à interdire la vente à qui était prêt à les acheter à des cours rémunérateurs des centaines de mille de tonnes de céréales accumulées dans les entrepôts et les silos du pays, il eût provoqué dans le pays une agitation violente et fourni aux agents et amis de l'Austro-Allemagne des armes dangereuses. Placé en face d'une situation difficile à tous les points de vue, il s'en est tiré avec une souveraine habileté.

Il a consenti à vendre à l'Austro-Allemagne son blé et ses céréales, comme il lui avait vendu, l'année dernière, son pétrole, mais à la double condition que le prix en

fût payé en or et que les empires germaniques autorisassent l'exportation en Roumanie d'une valeur égale de marchandises et de matières premières nécessaires à la défense nationale et à la vie économique du pays. De plus lourdes taxes, payables en or, grevaient ces expéditions, faites sur wagons fournis par les acheteurs, la Roumanie se refusant à laisser son matériel roulant sortir du pays.

Le résultat de cette politique a été de couper court à l'agitation agraire fomentée contre le cabinet Brătianu par les partis à la remorque de l'Allemagne, de faire affluer dans le pays de grandes quantités d'or allemand enlevées aux réserves métalliques des banques de Berlin et de Vienne et d'obliger Autrichiens et Allemands à fournir à la Roumanie du charbon, des textiles, de l'acier, des produits chimiques, des médicaments, du matériel de guerre, jusqu'à des cartouches et à des armes dont ils savaient qu'elles seraient, selon toutes probabilités, retournées contre eux. Chaque tonne de blé roumain qui part pour l'Allemagne apporte à la Roumanie une arme de plus contre l'Allemagne.

Pour apprécier l'œuvre du gouvernement roumain et discerner la pensée intime qui inspire sa politique, il ne faut jamais oublier qu'il était, il y a deux ans, lié aux Germaniques comme l'Italie, et que, comme l'Italie et avant elle, il a refusé de tenir ses engagements, et que son armée manquait alors de tout et que ses frontières étaient ouvertes, tandis qu'aujourd'hui, n'ayant rien donné qui pût nous nuire et ayant beaucoup reçu qui pouvait servir à notre cause, son armée est pourvue et ses frontières défendues par un formidable système de tranchées... du côté des Austro-Bulgares... Il faut, surtout, s'avourer les outrages dont les journaux germaniques de Bucarest ont couvert M. Brătianu et ses collègues. Quand l'Allemand crie, c'est qu'il est touché.

Henri Pozzi

## Boche et voleur

Les économistes nous assurent que les ressources financières des Boches baissent, et qu'ainsi se détend chez eux le nerf de la guerre. Nous le croyons volontiers et nous nous en réjouissons. Et pourtant, ils usent de tous les moyens frauduleux pour « faire de l'or ».

Voici un de leurs derniers expédients : Le père d'un soldat prisonnier au camp de X... envoya récemment un mandat de vingt francs à son fils.

L'officier garde-chiourme ne voulut lui remettre que huit marks !

Le fait se reproduisit à plusieurs reprises pour d'autres captifs français. La victime de ce vol boche s'en plaignit à son père par le truchement d'une carte postale où, sous un texte d'une insignifiance voulue, apparut, quand on fit chauffer la carte, le récit de cette canaillerie caractérisée.

Nous ne nommerons pas — on comprend pourquoi — le camp où eut lieu ce vol. Mais, en écrivain ce petit article, nous avons sous les yeux le document d'une indéniable et douloureuse authenticité.

## La "Bataille" saisie

Hier, le numéro du journal *La Bataille* contenant un article intitulé : *Liberté individuelle*, a été saisi dans les gares, à la poste et dans les kiosques.

## La modification de l'heure légale

On sait que M. Honnorat, député, a proposé qu'on avance d'une heure l'heure légale. Hier, le ministre de l'Instruction publique, M. Panlevé, s'est montré favorable à ce projet devant la commission de l'Instruction publique.

Cette commission a approuvé à l'unanimité la proposition de M. Honnorat.

## L'Œuvre militaire

### A chaque fonction son grade

On a dit avec raison que cette guerre est surtout une guerre de chefs de section et de commandants de compagnie ; c'est vrai. Et il en résulte que, dans les cadres, ce sont surtout les officiers subalternes qui ont été touchés.

Parmi ceux de l'active, le déchet a été énorme ; et, de même que leurs camarades de carrière, nombre d'officiers de complément sont, eux aussi, tombés à la tête de leur troupe, en chargeant devant leur unité, suivant la vieille et héroïque méthode française.

C'est pour reconstituer les cadres d'infanterie qu'on va discuter sous peu le projet Noulens-Ceccaldi ; il vise à la récupération de certains officiers des services. C'est dans le même but que le général Gallieni a proposé la titularisation des capitaines des réserves ; dans le même but encore qu'on nomme sous-lieutenants à titre temporaire de jeunes sous-officiers d'infanterie ou de cavalerie, qui font tous de très bons officiers. Toutes ces mesures sont excellentes, mais elles gagneraient à être complétées par une autre qui serait bien utile au point de vue de la discipline et de l'autorité des chefs : l'attribution, à chaque fonction, du grade qui lui correspond.

Nombreux sont aujourd'hui les capitaines qui commandent des bataillons ; plus nombreux encore les lieutenants qui commandent des compagnies. Ces officiers ont toute la charge, toute la responsabilité morale — pour certains la responsabilité pécuniaire aussi — de l'emploi qu'ils remplissent. Ils n'en ont ni le bénéfice moral, au point de vue de l'autorité, ni le bénéfice matériel, au point de vue de l'avancement et de la solde. Cette situation tend à se généraliser de plus en plus. Les intéressés la jugent fâcheuse et injuste et ils n'ont vraiment pas tort. C'est la règle inverse qu'il importerait de généraliser.

Il serait conforme à l'équité, et il serait bienfaisant pour la discipline, qu'on nommât chaque officier au grade que comporte sa fonction. Un commandant a une tout autre autorité, pour commander un bataillon, qu'un capitaine. Au point de vue réglementaire, son pouvoir est le même ; au point de vue pratique, il en est tout autrement.

Mortimer-Mégret

## RÉPONSES

Nous prions nos lecteurs de rédiger leurs demandes de renseignements sous la forme la plus brève et la plus précise, en évitant tous détails inutiles. Les résumer en quelques lignes si possible.

Georgette. — 1° Oui, dans les usines, pour remplacer les manœuvres des jeunes classes. 2° Les députés se sont donné le droit de ne pas être mobilisés. Ne vont au front que ceux qui le veulent bien.

Liba. — Le lieutenant à titre temporaire n'étant légalement que sous-lieutenant, c'est le lieutenant de complément à titre définitif qui prend le commandement.

M. Marignan. — Tous les hôpitaux de Paris comptent dans la zone de l'intérieur.

T. S. S. 7. — Vous auriez dû repasser le 28 mars.

Maurier. — Jusqu'à ce que la loi les concernant soit votée.

J. Jahassat. — Adressez-vous à M. Mortimer-Mégret, 14, rue Drouot.

R. L. H. — Un an.

A. R. — On parle de la convocation de cette chasse d'auxiliaires, mais rien n'est décidé actuellement, à notre connaissance.

FEUILLETON DE L'ŒUVRE du mercredi 5 avril 1916

## Les Mystères de Corneville

ou  
L'ESPION MALGRÉ LUI  
PAR  
JEAN DRAULT  
PREMIÈRE PARTIE  
LES SECRETS  
DU DEUXIEME BUREAU

### "SCHWEINSCHLACHTEN MIT TAFELMUSIK !"

La musique s'étant enfin tue, M. Perrussel entendit fort bien une réflexion de cette femme, énoncée clairement en français de Belleville, avec l'intonation bien locale : « Mince... D'ous qu'y vient encore, ce porreau-là ? Enfin, il a tout de même pas une gueule de Boche ! » Et M. Perrussel lui adressa un regard reconnaissant ! Cette femme le ramenait à la lumière, à la raison, à la nationalité française. Il se sentait devenir Boche !

Au sein de cette foule hétéroclite et louche, — si l'on veut bien songer que l'Allemagne et l'Autriche déversaient et établissaient uniquement en France

leurs escrocs et leurs prostituées que nos pouvoirs publics accueillait avec une gratitude émue — le pseudo-Burgenslaub éprouvait l'agréable sensation d'un civilisé qui, égaré chez les nègres, rencontre un compatriote déjà installé dans le pays. Il aurait bien voulu parler à cette femme inconnue. Comment et pourquoi cette Française se trouvait-elle dans un camp de concentration austro-boche ? Il y était bien, lui ! Il aurait volontiers comparé les deux aventures.

L'un des six, soudain, s'avança vers M. Perrussel et commença à le haranguer en allemand.

C'était un colosse rougeaud, à la moustache rousse en croc, aux yeux gris ombragés de sourcils épais rappelant ceux de Bismarck. Ses pectoraux, qui faisaient saillir le drap de la redingote, semblaient faits pour emplir la vaste carapace d'airain qui est l'orgueil des cuirassiers blancs.

— Pardon ! fit le harangue avec un geste ennuyé. Parlons français, voulez-vous ?

Le colosse, dont la boutonnière s'ornait d'une croix de fer gagnée, croyait-on, dans l'expédition de délimitation du Congo ; d'une décoration turque, d'une médaille coloniale et d'une médaille d'exposition universelle qu'il avait méritée par l'excellence de son chocolat suisse fabriqué à Dresde (maison de vente principale à Paris), continua sa harangue sans rien entendre.

Heureusement, son voisin le tira par ses basques.

Ce voisin était un tout petit Boche aux yeux en boule de loto, derrière de grosses lunettes d'or. Ses joues étaient larges, flasques, apoplectiques et zébrées de ces balafres qui, en Allemagne, va-

lent un diplôme universitaire. Ses cheveux noirs, en touffe, jetés en arrière, balayaient le collet de sa redingote. Un collier de barbe tout noir élargissait encore sa face. Son ventre énorme, posé sur des jambes infiniment courtes, le faisait ressembler à un quif de Pâques en grand deuil, noué en son milieu à l'aide d'une faveur jaune que représentait assez bien le ceinturon.

Le cuirassier blanc se pencha vers l'œuf de Pâques qui lui dit :

— Barlons vrançais ! ordonne Herr Burgenslaub.

Le colosse sembla surpris. Puis, à mi-voix, d'un ton de confiance qui frappa M. Perrussel, il demanda à ce dernier :

— Un mot d'ordre, peut-être ?

M. Perrussel allait expliquer que c'était, tout bonnement, parce qu'il ne comprenait pas l'allemand ; mais, soupçonnant un mystère que le prodigieux quiproquo au centre duquel il se trouvait pouvait lui permettre de percer, il favorisa l'erreur des Boches sur sa personne, au lieu de la dissiper, et répondit, très bas :

— Un mot d'ordre ! Oui, si vous voulez !

Alors, renonçant à sa harangue qu'il ne savait peut-être qu'en allemand, le colosse se présenta, le premier, à M. Perrussel :

— Ich bin Herr Puttkamer...

— Barlons vrançais ! réitéra l'œuf de Pâques. Z'est ein mot d'ordre !

En un français indicible, corsé de l'accent de son pays natal, le grand industriel parisien qu'était Puttkamer poursuivit la présentation :

— Je suis le cacao Durandard !...

— Durandard ? réfléchit M. Perrussel. Les réclames du métré ? 4 mètres

sur 3 ? L'énorme fillette blonde qui boit à même une chocolatière fumante ?

— Ja ! c'est moi ! dit le Boche avec un sourire épanoui.

— Alors ! c'est le cacao Puttkamer !

— La !... Vous le savez bien !

Prudemment, M. Perrussel répondit, amusé, cette fois, par sa situation fautive :

— Parbleu ! Durandard n'existe pas !

— Si ! C'est mon laveur d'autos de livraison. Il faut bien que les Français nous servent à quelque chose !

Présentant ensuite l'œuf de Pâques :

— Herr Steinhauer, Doktor Chemist, marchand de *pichow* et d'articles de Paris en artificiel or, usine à Pfortzheim, maison le fente rue Folney. On ne fabrique bien le Pariser-Article qu'à Pfortzheim.

Steinhauer salua de l'épée. M. Perrussel demanda :

— Artificiel or ?

— Ja ! expliqua Steinhauer. J'ai trouvé l'artificiel or avec du papier, du mercure, des écailles de poisson et des débris de zeppelins que che fais bouillir trois mois. Aggloméré solide. Gros avenir. Mais nous avons dû nous voir quelque part, Herr Burgenslaub. Avant d'être en les cravates, sans doute étiez-vous en les machines à vapeur ?

— Justement ! affirma M. Perrussel qui sentit pousser en lui l'âme d'un chansonnier de Montmartre.

— Ja ! Che fus ai vu ! Mais je ne sais plus si c'était au grand café de la Leipzigerstrasse, ou au Kaisehof de Breslau, ou à Lucerne, ou chez Pocard... Fus n'aviez pas de barbe et fus m'avez paru plus rond de figure. Ché ne fus aurais pas reconnu !...

— Zut ! pensa M. Perrussel.

Il ajouta, bien que n'étant jamais allé à Berlin... — Ce doit être à la Leipzigerstrasse ! — Peut-être !... Ché fus tirai que j'ai surtout recaré la cholie bidde blondinelle qui était avec vous... C'était, il y a six ou sept ans !... Suis-je bête !... C'était au Viennois de la d'Hautevillestrasse.

Steinhauer n'acheva pas. M. Perrussel, songeant qu'Hélène avait alors vingt ans, venait de lui lancer un coup d'œil si féroce que le fabricant d'or pour articles de Paris en chancela sur ses petites jambes.

Au surplus, Puttkamer présentait le troisième phénomène, Herr Krackbitz, teller important du Syndicat de l'Hôtellerie parisienne, directeur du Bocheria Palace et cousin germain de Geissler.

Krackbitz était le Boche échassier, aux jambes de héron, maigre, osseux, avec une tête aplatie, une figure plus large que longue, à croire qu'on l'apercevait dans une de ces glaces convexes qui vous épantent le nez, vous fendent la bouche jusqu'aux oreilles, tandis que le front se rapproche du menton.

Il avait mauvais mine, était jaune comme un coing et ne devait constituer qu'une réclame mitigée en faveur de la cuisine qu'on élaborait dans son palace.

Les trois autres furent présentés en bloc, assez négligemment, à M. Perrussel qui ne retint pas même leurs noms. Ils n'étaient qu'Autrichiens, aux cheveux blonds bien lissés. L'un était des chansons de beuglant rue de Paradis, l'autre était banquier rue Vivienne, le troisième représentait des assurances hollandaises dont le siège social était à Berlin.

(La suite demain.)

# DERNIÈRES NOUVELLES

Les idées qui passent...

## La journée

En Argonne, en Alsace et à l'ouest de la Meuse, lutte d'artillerie. A l'est de la Meuse, nuit relativement calme.

Sous les décombres de la blanchisserie Ravaux, à Boulogne, huit cadavres ont été trouvés.

On ne sait pas encore exactement quand aura lieu la conférence économique de Paris.

L'Allemagne ne peut pas répondre encore aux Etats-Unis : elle attend des rapports...

Les socialistes de Königsberg, par 107 voix contre 11, approuvent la conduite de leur député, M. Haase.

La surexcitation se calme en Hollande.

Il n'y aura pas de crise ministérielle en Grèce, affirment les milieux autorisés.

La Douma délègue 11 députés pour la représenter en Angleterre, en France et en Italie.

## La Vérité Hollandaise

On pense bien que ce n'est pas pour le simple plaisir d'alimenter les facultés de déduction des journaux et des agences de l'étranger que la Hollande vient de prendre les mesures millitaires que l'on sait. Il est évident que, dans une détermination aussi grave et aussi coûteuse, elle a dû poursuivre un but moins spéculatif et, surtout, moins désintéressé. Ce but, quel est-il ?

La presse allemande, sans hésiter, établit dans la volonté inébranlable du gouvernement néerlandais de s'opposer par la force à toute tentative de débarquement des troupes alliées sur les côtes des Pays-Bas. La presse française, non moins délibérément, voit un rapport direct entre la concentration de forces allemandes le long de la frontière et les précautions du gouvernement de La Haye. En somme, les deux presses parlent d'une idée commune — la violation éventuelle de la neutralité — pour arriver à une conclusion opposée. « Cela vise les Alliés », prétendent les organes allemands. « Cela vise les Boches », affirment les journaux de chez nous.

Il est probable que ni les uns ni les autres n'ont raison. La Hollande ne craint pas d'invasion brutale, de quelque côté qu'elle se tourne. Elle n'ignore pas que la Quadruple-Entente pratique trop strictement le respect du aux neutres pour se lancer dans cette aventure. Elle sait également que l'Allemagne n'a pas intérêt à porter la guerre par-delà les frontières hollandaises et que, même si elle se trouvait, à un certain moment, acculée à la retraite, elle ne commettrait jamais la folie de se créer un nouvel ennemi qui viendrait, en pleine poursuite, se joindre aux autres pour le châtiment.

La vérité, à notre sens, est beaucoup plus simple. La manœuvre de la Hollande est une manœuvre d'ordre militaire, certes, mais d'inspiration et de fin commerciales. Croquant, à tort ou à raison, que la Conférence des Alliés a pris la décision d'appliquer à l'Allemagne le blocus intégral et de ne laisser passer à destination des pays neutres que les quantités de marchandises égales à la moyenne des cinq dernières années, elle essaye d'arracher à la Quadruple-Entente un traitement plus favorable à son commerce et à son industrie et qui lui permette de ne pas renoncer aux immenses bénéfices que la guerre lui vaut jusqu'à présent.

Les Alliés ne se laisseront prendre à aucune tentative d'intimidation, d'où qu'elle vienne. Ils veulent réduire la bête — et ils la réduiront. Ce n'est pas atteindre les neutres que de les empêcher de la ravitailler, et notre insouciance n'a déjà que trop duré.

G. O.

## M. Asquith en Italie

Rome, 3 avril. — M. Asquith est arrivé ce matin à 9 h. 30 dans la zone de guerre, accompagné par sir J. Rennell Rodd, le général Balcliff et par le sous-secrétaire d'Etat à la guerre, général Elia. Il a été reçu à la gare par le général Brusati, premier aide de camp de la maison du roi, le général Porro, sous-chef d'état-major général, les autorités civiles et militaires.

Le roi l'a retenu à déjeuner et, après avoir visité le front, M. Asquith est reparti dans la soirée pour Paris.

## La Conférence économique

Londres, 4 avril. — Le gouvernement anglais n'a pas encore fait connaître à quelle date il estime que la conférence économique de Paris devra se réunir. Ainsi que je vous l'avais télégraphié, M. Runciman, qui devait se rendre à Paris ces jours-ci pour conférer à ce sujet avec M. Clémentel, a contremandé son voyage.

Il n'y a pas lieu néanmoins de s'inquiéter de ce retard au point de vue de la conférence économique.

## La Douma en voyage

Pétrograd, 4 avril. — Ce soir, sous la présidence de M. Rodzianko et en présence de M. Sazonoff, a eu lieu une séance secrète où a été traitée la question du voyage des députés de la Douma en Angleterre, en France et en Italie, et de leur participation à la conférence économique de Paris.

La députation sera composée de MM. Protopopov, représentant le bureau ; Chingaref, président de la commission de défense nationale, et de neuf représentants de tous les partis.

## LA CURE FRÉQUENTE

Stockholm, 4 avril. — La reine de Suède partira pour Carlsruhe demain mercredi.

## Le raid quotidien sur l'Angleterre

Londres, 4 avril. — Le Bureau de la Presse annonce qu'un zeppelin aurait survolé pendant un court laps de temps la côte est de l'Angleterre, la nuit dernière, entre six et trois heures.

On a entendu quelques explosions, mais on ne signale aucun dégât ni aucune victime.

## La situation ministérielle EN GRÈCE

« Infortunés les rois... »

Athènes, 3 avril. — Le Kyria, organe officiel de M. Venizelos et du parti libéral, résume point par point l'interview où l'un des membres du cabinet Skouloudis avait déclaré à l'envoyé du Berliner Tageblatt que la politique de l'ancien président du Conseil était celle d'un visionnaire et d'un utopiste.

L'auteur de cet article expose en détail toutes les phases et tous les résultats de la politique suivie par M. Venizelos.

L'homme d'Etat, dit le Kyria, qui ne voit pas, dès à présent, combien serait dangereuse la situation de la Grèce dans l'éventualité d'une victoire complète bulgare est aveugle.

« Infortunés, les rois qui sont entraînés par de tels hommes d'Etat ! et plus infortunés encore les nations dont les rois sont les victimes de ces hommes ! »

Athènes, 4 avril. — On oppose, dans tous les milieux autorisés, le démenti le plus catégorique aux bruits qui ont circulé ces jours-ci et selon lesquels une crise ministérielle serait imminente.

## LA GUERRE SOUS-MARINE

Genève, 4 avril. — On déclare, dans les milieux officiels belges, que les notes américaines demandant des renseignements sur l'affaire du Sussex et sur celle de l'Englishman sont rédigées en termes amicaux.

Mais on cherche déjà à user du procédé dilatoire jusqu'à présent employé par l'Allemagne avec les Etats-Unis. On affirme que la réponse se fera sans doute attendre longtemps, l'amirauté ayant besoin de recevoir les rapports des commandants de sous-marins.

## Le général Joffre au général Cadorna

Rome, 4 avril.

Le général Cadorna vient de recevoir la dépêche suivante du général Joffre, en réponse de celle qu'il lui avait adressée au moment de quitter la France :

Grand quartier général, 2 avril.

De toute mon âme, je vous remercie, mon général, pour la chaleureuse sympathie que vous avez bien voulu m'exprimer au moment de quitter la France.

Pendant que vous honorez mes soldats de votre visite, vous avez aperçu dans leurs regards la fierté qu'ils éprouvaient ; vous y avez lu une foi ardente et une sûreté inébranlable.

Votre visite laissera une impression profonde sur tous ceux qui vous ont approché.

Nos officiers sont fiers du jugement que vous avez porté sur notre armée. Ils ont senti que vous êtes des nôtres, de notre race, et que le même idéal flambe en vous.

Dites à nos frères d'armes italiens que notre cœur bat à l'unisson du leur, et que nous suivons avec un intérêt passionné leurs opérations.

Je garde personnellement, mon général, un souvenir reconnaissant de votre franchise et affectueuse camaraderie et vous prie d'exprimer à ceux qui vous ont accompagné, l'assurance que leur cordialité a conquis la sympathie unanime des officiers français.

Signé : JOFFE.

## Communiqué belge

Violente action d'artillerie aux abords de Dixmude ainsi que dans la région de Steenstraete.

## Une déclaration de M. Pachitch

### Nous acceptons la suprématie de l'Italie DANS L'ADRIATIQUE

Au cours d'une interview accordée à Londres à un rédacteur du Times, M. Pachitch a fait les déclarations suivantes :

« Mon devoir est de faire comprendre, a-t-il déclaré, aux hommes d'Etat britanniques nos aspirations et nos intérêts, de leur montrer que la création d'un Etat des Slaves du Sud est indispensable au triomphe et à la sécurité des Alliés. J'ai la conviction que, lorsque les forces franco-britanniques, coopérant avec nos troupes et appuyées indirectement ou même directement par l'Italie, pourront prendre l'offensive, la situation dans les Balkans changera rapidement. »

« Nous comprenons et nous acceptons la demande de l'Italie relative à la suprématie dans l'Adriatique et nous savons qu'il faut tenir compte des intérêts des grandes nations maritimes, telles que l'Angleterre et la France. »

## EXPLOSION DANS UNE POUDRERIE

Londres, 4 avril. — Un communiqué de l'agence Reuter annonce que, la semaine dernière, un incendie sérieux a éclaté dans une poudrerie du comté de Kent, causant une série d'explosions.

L'incendie, d'origine purement accidentelle, a été découvert vers midi et la dernière explosion s'est produite peu après deux heures de l'après-midi.

Le chiffre approximatif des tués et des blessés est de deux cents.

## Collision en mer

Tanger, 4 avril. — A la suite d'une collision, le croiseur Cassard n'a pas pu remorquer l'Iremethie à Tanger. On a essayé alors de sauver le vapeur en l'échouant, mais l'opération n'a pas réussi. L'Iremethie a coulé par vingt mètres de fond, à dix milles au sud de Larache. Les passagers et l'équipage ont été sauvés, sauf trois passagers disparus pendant le sauvetage.

Le ministre de France, M. Boissonnas, qui venait de Rabat à Tanger, était à bord du Cassard qui est reparti pour Gibraltar faire réparer son avant.

## En Argentine

Buenos-Aires, 4 avril. — Le docteur Victorino de La Plaza, président de la République, a inauguré le congrès financier panaméricain en présence des ministres des finances des Etats-Unis, du Brésil, du Chili et de l'Uruguay et des délégués de toutes les républiques américaines. Cette réunion doit traiter de nombreux problèmes économiques, notamment de l'unification des législations commerciales et de l'organisation interaméricaine des transports par mer.

## Communiqué anglais

Hier un de nos aviateurs a abattu un avion allemand en arrière de nos lignes, au sud de Souchez ; le pilote et l'observateur ont été tués tous les deux.

Aujourd'hui, activité des deux artilleries du côté de Souchez, d'Angres, de Saint-Eloi et d'Ypres.

Une certaine activité de mines du côté de Neuville-Saint-Vaast, d'Hulluch et de la redoute Hbenzollern.

## Communiqué italien

Sur tout le long du front, on signale une activité de l'artillerie des deux côtés, plus intense dans la zone entre la vallée de Lagarina et la vallée de Sugana et sur les hauteurs au nord-ouest de Gorizia.

Dans la nuit du 3 avril, nous avons repoussé de petites attaques contre nos positions sur Rancitotal (Monte-Cristallo) et sur Mrzin (Monte-Nero).

Des avions ennemis ont essayé avec insistance des raids sur notre territoire ; ils ont été repoussés par le feu de l'artillerie et les contre-attaques de nos avions. Un avion a réussi à lancer deux bombes sur Bassano, causant seulement des dégâts très légers.

Un de nos Caproni a fait tomber une grosse bombe sur Grafenberg (Gorizia) et y a allumé un incendie.

## A la Chambre des Communes

### Le budget anglais

Londres, 4 avril. — A la Chambre des Communes, dans la séance de cet après-midi, M. Mac Kenna, chancelier de l'Echiquier, a exposé le budget de l'année financière allant du 1<sup>er</sup> avril 1916 au 31 mars 1917.

Le chancelier a déclaré, au début de son discours, qu'il avait établi son projet sur la base que la guerre durerait pendant toute l'année financière prochaine. Les dépenses de l'année précédente s'élevaient à 1.559 millions de livres sterling, soit 31 millions de moins que les premières évaluations ne l'avaient fait prévoir. L'aide financière accordée aux Alliés représente 264 millions de livres sterling et les avances aux Dominions 52 millions, soit, en tenant compte de certaines déductions, un total de 313 millions, alors que les estimations premières étaient de 354 millions pour les Alliés et 68 millions pour les Dominions.

C'est une économie de 31 millions sur l'année dernière, et de 107 millions sur les estimations.

Après avoir donné un aperçu des dépenses probables pour l'année qui commence, le chancelier de l'Echiquier a proposé comme impôts nouveaux des taxes sur les billets de théâtre et de cinématographes, sur les matches de football et les courses de chevaux. En outre des droits additionnels seront établis sur diverses denrées, notamment le sucre, le cacao, la chicorée, etc.

### La défense contre les zeppelins

Au cours de la séance, le sous-secrétaire d'Etat à la guerre a déclaré que les nouvelles dispositions prises pour la défense de Londres contre les aéronefs allemands étaient des plus satisfaisantes. Plus d'une attaque a été repoussée sans que la population s'en soit doutée.

## Les victimes du "Portugal"

Marseille, 4 avril. — La direction de la Compagnie des Messageries maritimes a reçu, ce matin, la liste complète des rescapés et des disparus du vapeur-hôpital Portugal, torpillé dans la mer Noire. Les rescapés sont au nombre de vingt-cinq ; il y a dix-neuf disparus.

## L'épave du "L-15"

Londres, 4 avril. — L'institut aéronautique de Grande-Bretagne a envoyé un télégramme aux ministres de la guerre et de la marine pour leur demander qu'on s'efforce sans retard de sauver l'épave du zeppelin qui a sombré dans la Tamise. L'institut prétend qu'avant trois mois le zeppelin pourrait être employé contre l'ennemi.

## A L'HOTEL-DE-VILLE

### La démolition de l'Hôtel Astoria

La première commission du conseil municipal vient d'être saisie d'un rapport très documenté du préfet de la Seine tendant à autoriser la Ville de Paris à prendre position dans le conflit résultant du pourvoi formé contre l'Etat par M. Jellinek, propriétaire de l'hôtel Astoria, au sujet des irrégularités de construction de cet hôtel.

En 1902, le dit Jellinek obtint une dérogation pour la surélévation de l'hôtel Astoria. En 1907, il fut sommé de démolir ce qui avait une élévation supérieure à la dérogation accordée (arrêt du conseil de préfecture du 27 septembre 1907). Le conseil municipal vota à ce sujet un crédit de 70.000 francs.

M. Jellinek introduisit un pourvoi devant le Conseil d'Etat, qui prit une décision préparatoire en nommant un expert.

L'affaire est restée ainsi toujours pendante devant le Conseil d'Etat ; les avocats des ministres des beaux-arts et de l'intérieur réclament la démolition complète des constructions contraires aux règlements ; le rapport de l'expert demande la conservation d'une grande partie de ces constructions. Le préfet demande à autoriser la ville de Paris à intervenir.

Rien de mieux, surtout si le Conseil d'Etat veut bien nous débarrasser d'une construction que déplorent tous les Parisiens admirateurs de la belle unité de perspective de la place de l'Etoile.

### Les œuvres de guerre

Le gouvernement vient d'autoriser l'Office départemental à organiser, le 14 juillet, une journée destinée à venir en aide aux œuvres de guerre de l'Hôtel de Ville.

## Préparons l'après-guerre

M. Charles Humbert (Journal) organise un congrès national du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Les lendemains de la guerre, explique-t-il, ne seront pas des jours de riante oisiveté :

Vaincue sur les champs de bataille, l'Allemagne voudra se revanche sur les marchés. Elle n'aura pu nous écraser sous la ruée de ses troupes ; elle essaiera de nous submerger sous la marée de sa production. Elle y songe déjà ; bien mieux, elle fait ses plans sous nos yeux.

Son habileté, sa ruse, son obstination sournoise, son génie de l'organisation et du mensonge, nous les connaissons, nous en avons senti les effets dans l'avant-guerre. Nous avons été envahis sans nous en douter. Un effroyable parasitisme allemand avait atteint peu à peu, miné, rongé presque tous les organes de notre vie sociale. Nous étions garantis sans le savoir. Et il a fallu le coup de folie de nos ennemis pour nous ouvrir les yeux sur la situation intolérable qu'ils avaient créée chez nous. Ils ont détruit en un jour le bénéfice de quarante années de travail souterrain et de menées hypocrites.

Préparons donc, en nous souvenant d'hier, les lendemains de cette guerre. Songez que les Allemands ont ravagé, saboté nos forêts, nos mines, nos usines, non pas en féroces vandales, mais en adroits concurrents :

Tandis que nous réparons ces ruines, ils incendient l'univers de leurs produits.

Pendant la guerre même, ils s'y préparent. Ils ont acheté chez les neutres d'immenses approvisionnements de matières premières livrables à la paix. Et leurs fabriques accumulent des stocks énormes d'articles manufacturés, pour pouvoir, aussitôt les armes déposées, vendre à tous — même à nous.

Eh bien, il faut que cela ne soit pas.

## Le triomphe d'Apollon

Dans le même esprit de lutte et de victoire économique, M. Georges Le Cardonnell (Excelsior) souhaite que nous sachions aussi défendre notre patrimoine intellectuel et artistique contre notre ennemi. Il rêvait de dominer « sur un Occident qui ferait commencer la philosophie à Kant, le mélodrame à Wagner, et qui couvrirait de monuments style Germanie et de maisons munichoises. De la beauté vivante de l'Occident, il voulait faire une beauté morte ».

C'est à quoi nous voulons nous opposer, écrit M. Le Cardonnell :

Nous devons songer, dès aujourd'hui, aux moyens de sauver demain notre esprit français, notre beauté d'Occident.

On a parlé d'une France nouvelle, qui serait révélée sur les champs de bataille. Non ! Il n'y a pas de France nouvelle, il y a la France et elle tout ; celle de Paris et de nos provinces à laquelle les circonstances ont permis de montrer ses qualités guerrières, d'acier, de volonté, de sacrifice qu'elle eut toujours. Succès demain dans la paix les circonstances nécessaires, et nous aurons une France de paix, aussi belle que la France de guerre, et elle aussi donnera le monde.

De bons esprits pensent avec raison qu'un réveil du régionalisme ferait naître ces circonstances en permettant la mise en valeur de toutes les régions de France. En même temps que des industries régionales, nous aurons alors aussi un art régional, né de ce sol que cette guerre nous aura fait aimer encore davantage ; un art soustrait aux influences commerciales qui sont trop souvent des influences ennemies ; les admirables artisans d'autrefois réapparaîtraient, mais sachant s'adapter aux nécessités modernes. Nos universités redeviendraient des foyers de culture littéraire où se conserveraient vivantes les traditions de notre grande victoire.

De notre grande prose, de notre grande poésie, de notre grande philosophie, nous aurons alors aussi un art régional, né de ce sol que cette guerre nous aura fait aimer encore davantage ; un art soustrait aux influences commerciales qui sont trop souvent des influences ennemies ; les admirables artisans d'autrefois réapparaîtraient, mais sachant s'adapter aux nécessités modernes. Nos universités redeviendraient des foyers de culture littéraire où se conserveraient vivantes les traditions de notre grande victoire.

Ce sera la victoire de l'Apollon occidental sur le Vulcain barbare.

## Verdun et la "Gazette de Voss"

La Gazette de Voss ne sait plus où elle elle en est. Dans la même phrase, elle exprime son désespoir (sic) et une entière confiance.

Nous relevons ceci en ses colonnes :

Les combats, comme ceux qui se déroulent actuellement autour de Verdun, sont inouïs et presque imaginables. On ne peut pas se figurer le nombre de canons et de munitions avec lequel ces deux adversaires se combattent. Par instant, on désespère, mais c'est seulement avec une entière confiance que nous pouvons donner la force et la possibilité à notre état-major de tenir.

## Le port de Londres

La Revue de la Marine marchande nous fait connaître le formidable labour produit, depuis la guerre, par le port de Londres. D'abord le port a relevé en ses bassins nombre de navires qui, en temps normal, auraient voyagé vers les ports de l'Europe septentrionale. Et la fermeture de Southampton et Newhaven n'a pas peu contribué à encombrer de navires le grand port londonien :

Ces circonstances ont amené dans les bassins du port de Londres, depuis le commencement de la guerre, une moyenne mensuelle de 50.000 tonnes de jauge nette de plus qu'en temps normal. En outre, un nombre considérable de navires arrivent à Londres avec de pleins cargaisons qui, antérieurement à la guerre, auraient déchargé une partie de leur cargaison dans des ports français, belges, hollandais ou allemands. Le résultat est que le volume de marchandises importées par le port de Londres est très supérieur à ce qu'il était en temps de paix, en dépit du fait que, par suite des réquisitions de navires par le gouvernement britannique et la disparition des pavillons ennemis, le tonnage usant habituellement du port a diminué.

Le port de Londres est le plus important port d'entrepôt du monde.

## L'horaire des tramways à Paris

Les derniers départs du soir viennent d'être reculé sur cinq lignes de tramways ; ils auront lieu aux heures suivantes :

- 1<sup>o</sup> Montrouge-gare de l'Est : dernier départ de Montrouge, 23 h. 30 ; de la gare de l'Est, minuit 5 ;
- 2<sup>o</sup> La Chapelle-Jardin des Plantes : dernier départ de la Chapelle, 19 h. 55 en semaine et 22 heures le dimanche ; du Jardin des Plantes, 19 h. 40 en semaine et 22 h. 10 le dimanche ;
- 3<sup>o</sup> Saint-Ouen-Bastille : dernier départ de Saint-Ouen, 22 h. 10 ; de la Bastille, 21 h. 45 ;
- 4<sup>o</sup> Porte de Clignancourt-Bastille : dernier départ porte de Clignancourt, 19 h. 40 ; de la Bastille, 20 h. 20 ;

**URODONAL**  
dissout acide urique,  
nettoie rein, articulations,  
évite goutte, obésité,  
artério-sclérose.

## Les Spectacles

Ce soir :

COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. — Le Dédale.  
OPERA. — 8 h. — Fédora.  
OPERA-COMIQUE. — Relâche.  
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Maciste.  
THE SARAH-BERNHARDT. — La Tour de Nesle.  
GAIETE. — 8 h. 30. — Trois Femmes pour un mari.  
PALAIS-ROYAL. — Relâche.  
VARIETES. — 8 h. 30. — Le Dindon.  
PORTES-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — La femme nue.  
THE BELLEVILLE. — 8 h. 30. — Alsace.  
THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nôud.  
ATHENES. — Relâche.  
RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.  
CHATELET. — 7 h. 50. — Les Exploits d'une petite Française.  
NOUVEL-AMBIGU. — Relâche.  
APOLLO. — 8 h. 15. — Mme Boniface.  
MIGUEL. — 8 h. 30. — L'Avion 253, etc.  
THEATRE LYRIQUE. — Relâche.  
FOIXES-BERGERES. — 8 h. 30. — A la Parisienne !  
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Marck et ses lions.  
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Les Dames du Palais Borghese.

ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.  
CLEVEY. — 8 h. 45. — Le Fils surmaturel.  
CAPUCINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinquets, revue.  
DELAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.  
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'amour ; Le Masque ; La Lanterne.  
SCALA. — Relâche. — Non ? Si... (revue).  
GAMBROUCCARE. — Non ? Si... (revue).  
ELDORADO. — A 3 h. et à 8 h. 15. — On en met ! (Drame).  
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Lycées de jeunes Filles.  
EUROPEEN. — 8 h. 30. — La nuit de noces du poilu.  
LA PIE QUI CHANTE. THE DES DEUX-MASQUES. CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CINEMA, à 8 h. 30. Attractions.  
Omnia Pathé. — Passion tragique (Diane Karren). Les Mystères. Les Rosses rouges. L'artillerie et l'aviation à Verdun.  
Electric Palace, 5, bd. des Italiens. — Les deux Chemins, drame patriotique, autour de Verdun.

**RHUME de CERVEAU**  
**RHINO-GOMENOL**  
dans toutes les bonnes pharmacies, 2 fr. 25, et 47, rue Ambroise-Thomas, Paris, contre 2 fr. 50.

ON DEMANDE sténodactylo expérimentée, connaissant bien travail bureau. Références exigées. Se présenter 6 à 7 h. à l'OEuvre, service de la publicité.

FEMME DE MAISON sténodactylo-graphiste très habile, demande travail à faire chez elle. Multiplicateur. Ecrire : Mme Leroy, 65, rue des Dames, Paris.

**VIN de PHOSPHOGLYCERATE de CHAUX DE CHAPOTEAUT.**  
**FORTIFIANT STIMULANT**

Recommandé Spécialement aux CONVALESCENTS, ANEMIEES, NEURASTHENIQUES, Etc., Etc.

Dans Toutes les Pharmacies. VENTE EN GROS : 6 RUE VIVIENNE, PARIS.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Imprimerie WELHOFF et ROGEE 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.